

Evaluation de l'impact de la crise sanitaire sur les économies ultramarines

Rapport final définitif – 29/05/20

UNE ÉTUDE RÉALISÉE PAR



dme À LA DEMANDE ET EN PARTENARIAT AVEC



« On ne doit pas tout craindre, mais on doit tout préparer »

Richelieu

Objectifs de l'étude

L'ACCIOM a demandé au cabinet DME de procéder à une évaluation des impacts de la crise sanitaire sur la croissance des économies ultramarines.

Cette évaluation est scindée en deux volets :

1. Le premier a pour objectif de mesurer, pour chaque géographie¹ l'impact du confinement sur l'activité à très court terme puis sur celle de l'ensemble de l'année 2020. Ces évaluations ont été réalisées au moyen de modèles de projection (cf. annexe méthodologique).
2. Le second volet porte sur les stratégies possibles de sortie de crise à moyen terme.

Démarche de l'étude

La qualité des évaluations dépend largement du réalisme et du bien-fondé des hypothèses formulées pour les produire. Afin de fiabiliser les projections, il a été convenu avec l'ACCIOM de réaliser les évaluations de l'impact de la crise sanitaire sur la croissance de l'année 2020 en s'appuyant sur les hypothèses formulées par le réseau des CCI d'Outre-mer qui possède une excellente connaissance du terrain, singulièrement en cette période de crise

Créé en 1986 par Béatrice Bernou et Olivier Sudrie, DME est un cabinet de conseils et d'études économiques spécialisé sur l'Outre-mer. Nous y réalisons principalement :

- Des évaluations de politiques publiques, de programmes et de projets de développement ;
- Des prévisions économiques et financières à court, moyen et long termes.

DME conçoit et développe des modèles permettant de quantifier ses évaluations et ses prévisions.

www.cabinetdme.fr

(1) Géographies couvertes : Guadeloupe, Guyane, Martinique, Saint-Martin, Saint-Barthélemy, La Réunion, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française et Wallis-et-Futuna.

Sommaire

Synthèse..... 3

Volet 1 : Impacts sur l'année 2020

Un recul historique du PIB et de la VA marchande..... 4

Agir vite pour éviter un risque d'écroulement.....5

Une menace sur l'emploi marchand8

Volet 2 : Perspectives à moyen terme

Un scénario volontariste de résorption rapide de la crise..... 9

Une reprise lente qui n'effacerait pas les pertes.....14

Annexes

Annexe 1 : Fiches d'évaluation de l'impact 2020

Grille de lecture des fiches d'évaluation16

- Martinique17

- Guadeloupe18

- Saint-Martin19

- Saint-Barthélemy.....20

- Guyane21

- La Réunion.....22

- Mayotte.....23

- Polynésie française.....24

- Nouvelle-Calédonie.....25

- Wallis-et-Futuna26

Annexe 2 : Méthodologie de l'évaluation.....27

Contact pour cette étude : olivier.sudrie@cabinet-dme.fr

Rapport final, version définitive au 29 mai 2020

Rapport final, version provisoire au 16 mai 2020

Rapport intermédiaire, version 2 au 11 mai 2020

Rapport préliminaire, version 1 au 29 avril 2020

Note : ce rapport final annule et remplace tous les rapports précédents.

1. Le confinement a entraîné une perte de chiffre d'affaires estimée à une dizaine de millions d'euros par jour en moyenne.
2. Le confinement devrait entraîner une baisse de 5% en moyenne du PIB des économies ultramarines sur l'année 2020.
3. L'impact du confinement sur les entreprises devrait être plus important encore avec un recul de l'ordre de 7% de la VA marchande.
4. L'ampleur de la crise sur l'année 2020 dépendra de la date de retour à une activité « normale » (*business as usual*). Une reprise retardée au 1^{er} septembre se traduirait *mécaniquement* par un doublement des pertes, avec un recul du PIB 2020 de l'ordre de 8 à 10% en moyenne.
5. Une reprise trop tardive pourrait avoir un effet délétère sur le tissu productif ultramarin en provoquant des défaillances d'entreprises en cascade. Ces défaillances pourraient amputer la croissance 2020 d'un ou deux points de PIB supplémentaires tout en obérant les chances de reprise à moyen terme. Le soutien, massif et à court terme, des entreprises ultramarines, et singulièrement des plus petites d'entre elles, est un impératif.
6. Une reprise rapide (d'ici à 2023) et soutenue jusqu'en 2025 (afin d'éponger les pertes) suppose une croissance extrêmement vigoureuse mais qui apparaît hors de portée de la plupart des géographies. Les économies ultramarines risquent fort de porter durablement les séquelles de la crise sanitaire.
7. Une reprise plus lente à moyen terme semble donc plus probable. Elle repose principalement sur un soutien à la consommation des ménages assuré, entre autre, par une baisse des prix pour augmenter le pouvoir d'achat, par une baisse significative des prélèvements obligatoires et par la réinjection dans le circuit économique local de l'épargne forcée accumulée durant la période de confinement.
8. A plus long terme, le retour à une croissance forte, soutenable et socialement juste suppose de changer de modèle économique. Si les transferts publics s'avèrent absolument indispensables pour endiguer la crise à court terme, ils ne pourront pas soutenir à eux seuls la croissance future. Celle-ci devra reposer à l'avenir sur des gains de productivité associés à des baisses de prix. L'amélioration de la compétitivité, l'éradication de la « vie chère » et la résorption des inégalités seront probablement les clefs du succès de demain.

Fiche d'évaluation de l'impact économique du confinement

Martinique

Pour mémoire

- PIB (2018) : 8,9 G€ (CEROM)
- Population (2018) : 377 (milliers, IEDOM)
- PIB/hab : 23 730 € (66% du niveau national)
- RDB ménages/hab : 17 200 € (84% du niveau national)
- Conso ménages/hab : 14 200 € (76% du niveau national)
- Conso ménages/PIB : 57%
- Emploi : 133 (milliers)
- Taux chômage : 18% (national = 9%)



1 Référentiel de l'évaluation

[A] Impacts du confinement* sur la consommation des ménages

| Activités | Poids dans la consommation en % | Impacts en % |
|------------------------------|---------------------------------|--------------|
| Agriculture | 6,1 | -1 |
| IAA | 10,1 | -10 |
| Biens manufacturés | 19,1 | -40 |
| Energie et déchets | 11,7 | -30 |
| Construction | 7,3 | -50 |
| Transports | 9,2 | -50 |
| Hébergement et restauration | 4,9 | -95 |
| Information et communication | 5,1 | -15 |
| Banques et assurances | 3,0 | -10 |
| Activités immobilières | 17,2 | -20 |
| Services aux entreprises | 0,5 | -50 |
| Autres activités de service | 5,7 | -40 |
| Ensemble | 100,0 | |

[B] Impacts du confinement* sur les investissements

Arrêt de la demande durant la période de confinement = 15% (soit 8/52 de recul des investissements).

* Pour mémoire : période de confinement = 8 semaines (du 16/03 au 11/05)

2

Impacts du confinement sur la production et la VA

Recul de l'activité par branches par rapport à une même période sans confinement

| Activités | Production | | | Valeur ajoutée |
|------------------------------|--------------------------------------|--------------------------|--------------|----------------|
| | Poids dans la production totale en % | Recul de l'activité* (%) | Pertes en M€ | Pertes en M€ |
| Agriculture | 2,2 | -6 | -3,0 | -3,5 |
| IAA | 2,7 | -22 | -12,3 | -4,5 |
| Biens manufacturés | 4,8 | -49 | -48,0 | -15,4 |
| Energie et déchets | 7,0 | -27 | -38,5 | -10,9 |
| Construction | 8,2 | -81 | -137,9 | -54,2 |
| Commerce, réparation auto | 13,4 | -43 | -119,8 | -80,4 |
| Transports | 4,9 | -32 | -31,9 | -14,9 |
| Hébergement et restauration | 2,4 | -87 | -43,5 | -18,5 |
| Information et communication | 5,1 | -23 | -24,6 | -15,1 |
| Banques et assurances | 3,8 | -18 | -14,1 | -13,0 |
| Activités immobilières | 8,3 | -23 | -40,3 | -42,8 |
| Services aux entreprises | 9,8 | -34 | -69,8 | -45,5 |
| Administration et social | 24,4 | 0 | 0,0 | 0,0 |
| Autres activités de service | 2,8 | -37 | -21,7 | -14,0 |
| Ensemble | 100,0 | -29 | -605 | -333 |

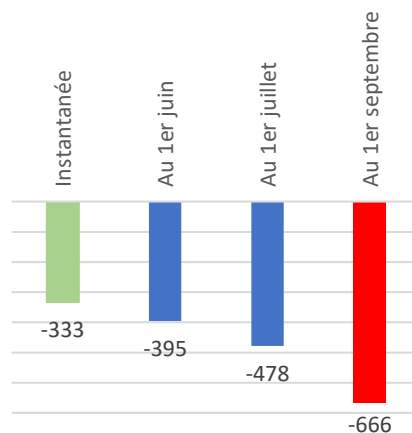
(*) Durant la période de confinement

Perte de richesse (VA) imputable au confinement \approx 330 M€

3

Impacts de la crise sur la croissance 2020 selon les dates de reprise

Perte de VA (M€) sur 2020 selon date de reprise



Croissance 2020 en % selon date de reprise

